



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⴽⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵉⴷⴰⵎⴻⴳⴰⵏ ⵏ ⵉⴷⴰⵎⴻⴳⴰⵏ ⵏ ⵉⴷⴰⵎⴻⴳⴰⵏ
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT,
DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 06/CSEFRS/2015

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE
LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LOT N° 7 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS ET JARDINS DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Architecte

Bachir BIAD

AV.ZAYTIOUNE IMM 7, APPAR 1, HAY RYAD – RABAT

Tél : 0537 57 10 21 – 0661 57 48 07

Fax : 0537 57 10 20.

Email : biadbachir@gmail.com

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DU PROJET

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET DES TRAVAUX

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : RÉFÉRENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

ARTICLE 8 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 9 : DÉSIGNATION DES INTERVENANTS

ARTICLE 10 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 11 : ÉLECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 14 : DÉLAI D'EXÉCUTION OU DATE D'ACHÈVEMENT

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 16 : RÉVISION DES PRIX

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉ

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 21 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

ARTICLE 22 : MESURES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

ARTICLE 23 : PROVENANCE, QUALITÉ ET ORIGINES DES PRODUITS ET MATÉRIAUX

ARTICLE 24 : RÉCEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 25 : DÉLAI DE GARANTIE

ARTICLE 26: MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 27 : PÉNALITÉS POUR RETARD

ARTICLE 28 : RETENUE À LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ÉTRANGERS NON RÉSIDENTS AU MAROC

ARTICLE 29: RÉCEPTION DÉFINITIVE

ARTICLE 30 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .

ARTICLE 32 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 33 : TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES - TRAVAUX EN DIMINUTION

ARTICLE 34 : PROLONGATION DES DÉLAIS

ARTICLE 35 : RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 36 : CONTRÔLE DES TRAVAUX

ARTICLE 37 : LIAISON AVEC L'ADMINISTRATION

ARTICLE 38 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 39 : ECHANTILLONNAGE

ARTICLE 40 : COMPTE PRORATA

ARTICLE 41 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

ARTICLE 42 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 43: GARANTIE DECENNALE

ARTICLE 44 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

ARTICLE 45 : AVANCES

CHAPITE II – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CHAPITRE III- CAHIERS DES DESCRIPTIONS TECHNIQUES

CHAPITRE IV – BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

**PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres n° 06/CSEFRS/2015

**LOT N° 7 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS ET JARDINS DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

ENTRE

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par Monsieur Le Président.

Désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'une part

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....
Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

2. cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention
.....(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui
sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de.....Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M.....
..(*prénom, nom et qualité*)..... en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des
prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24
positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation des *travaux d'aménagement d'espaces verts et jardins* du **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

La description et les caractéristiques techniques de ces prestations figurent au chapitre : spécifications techniques et au bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE ET MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

1 / Le Maître d'Ouvrage est le Conseil Supérieur de l'éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

2 / La Maîtrise d'Ouvrage Déléguée est assurée par : Le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique - Direction des Équipements Publics - Direction Régionale de l'Équipement et des Transports de Rabat – Salé – Zemmour – Zaër.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DU PROJET

Le siège est constitué de 4 blocs pavillonnaires suivants :

- Un bloc « immeuble » comprenant principalement des bureaux sur 6 niveaux (1 Sous-Sol + RDC + 4 étages) et des salles de réunion
- Un bloc « ressources documentaires » en un seul niveau (RDC).
- Un bloc « restaurant » en un seul niveau (RDC).
- Un bloc « salle des Assemblées » de 205 places en un seul niveau, destiné à abriter des séminaires et des manifestations diverses (Culturelles, scientifiques et associatives).

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET DES TRAVAUX

Les travaux d'Aménagement d'espace vert et jardins sont à exécuter au titre du présent marché et principalement :

- Préparation du sol
- Réseau arrosage
- Fourniture et plantations (arbres, arbustes, haies..)

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Les plans d'architecte, les plans de coffrages de béton armé ;
4. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6 : RÉFÉRENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux :

- la loi n°105.12 portant organisation du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, promulguée par le Dahir n° 1-14-100 du 16 Rajab 1435 (16 mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

- Le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique
- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret 2-99-1087 du 04 Mai 2000 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-07- 1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat;
- Le décret n ° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.,
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics,
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

B- Textes spéciaux :

- Le devis général d'architecture (édition 1956) du royaume du Maroc approuvé par la décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme du 27 février 1956 et rendu applicable par le décret royal n° 406- 67 du 17 juillet 1967 ;
- La loi n° 12-90 du 15 Hijja 1412 (17 juin 1972) relative à l'urbanisme ;
- Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismique et instituant le comité national de génie parasismique;
- Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;
- Le décret n° 2.94.223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiments et de travaux publics ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.
- Toutes les normes marocaines se rapportant à l'objet du marché et qui sont en vigueur au moment de la remise des offres et à défaut aux normes internationales.

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 9 : DESIGNATION DES INTERVENANTS

Les personnes intervenant dans le présent marché sont:

- Le maître d'ouvrage délégué représenté par la direction régionale de l'équipement et du transport Rabat Zemmour Zaers
- L'Architecte en qualité de maître d'œuvre.

ARTICLE 10: PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le contrôle technique des travaux sera assuré par l'Administration, l'Architecte, le Bureau d'Etudes Techniques, le bureau de contrôle et le laboratoire conjointement.

L'entrepreneur sera soumis au contrôle technique pour l'ensemble des travaux de son marché.

Pendant toute la durée des travaux, les agents du bureau de contrôle et le laboratoire auront libre accès au chantier, et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux et de matériel à mettre en œuvre.

ARTICLE 11 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

11.1 – Domicile de l'entrepreneur

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par l'entrepreneur, sis..... Maroc.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

11.2 – Représentation et liaison avec l'administration

L'Entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion.

L'Entrepreneur doit avoir en permanence sur le chantier un représentant qualifié et habilité à prendre toutes décisions mêmes financières.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, le fournisseur bénéficiera du régime institué par le Dahir du 28 Août 1948, relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par le Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement en subrogation, les renseignements et états prévus à l'article 8 du Dahir du 28 Août 1948 est Monsieur l'Agent Comptable auprès du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'Agent Comptable auprès du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du CPS et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations, l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

L'entrepreneur devra exécuter les travaux désignés en objet dans un délai de **quatre (04) mois**.

Le délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux.

Ce délai s'applique à l'achèvement de tous les travaux incombant au titulaire y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Il est formellement stipulé que l'Entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution du présent projet, avoir visité l'emplacement des futurs travaux, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'Entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend également tous percements, saignées, rebouchages, raccords de tous corps d'état et en général toutes sujétions nécessaires pour une meilleure réalisation des ouvrages.

ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché seront révisibles en application de la formule de révision des prix suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,40 \frac{S}{S_o} + 0,45 \frac{M_{tn}}{M_{tn_o}})$$

Définition des index

P : est le montant hors taxe révisé de la prestation considérée ;

Po : le montant initial hors taxe de cette même prestation ;

S : Index salaires de proportion moyenne de manœuvres payés au smig du mois de la date de l'exigibilité de la révision ;

Mtn : Index Transport privé par route du mois de la date de l'exigibilité de la révision ;

So et Mtno sont les valeurs de référence des même index ci-dessus du mois de la date limite de remise des offres (dite époque de base).

Les règles de révision des prix sont fixées par l'arrêté du Chef de Gouvernement n° 3-205-14 du 11 Chaabane 1435 (09 Juin 2014) fixant les règles et conditions de révision des prix des marchés publics.

ARTICLE 17: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à Quarante dix mille (40.000,00) dirhams.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 18: RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 19 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

L'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations, délivrées par les établissements d'assurances, justifiant la souscription des polices d'assurances pour couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 24 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 20: DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

L'entrepreneur doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21: RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions des articles 20 et 21 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 22 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux. Il doit en particulier observer les mesures suivantes :

- La propreté et l'aération des locaux ;
- Le bruit, qui doit être réduit à un niveau aussi bas que possible ;
- Les lieux de travail doivent être équipés d'un matériel de premiers secours, adapté à la nature des risques et facilement accessible ;
- Les issues de secours et les couloirs doivent être dégagés et les escaliers ne doivent pas être revêtus de matériaux inflammables ;

ARTICLE 23: PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES PRODUITS ET MATÉRIAUX

Tous les équipements, matières et produits utilisés dans les travaux objet du présent marché proviendront d'usines agréées par le maître d'ouvrage. L'entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le maître d'ouvrage de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Les produits et matériaux doivent satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du marché ou à défaut, aux normes internationales ou à défaut aux règles de l'art usuelles.

Le maître d'œuvre peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître des matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et matériels et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

Par ailleurs, en application de l'article 38 paragraphe 5 du C.C.A.G –T les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine.

Article 24 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 65 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage avec l'assistance de bureau d'études, s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Toutefois, à l'achèvement des travaux l'entreprise devra remettre les locaux en parfait état de fonctionnement et d'entretien ; et en application de l'article 65 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage assisté par la maîtrise d'œuvre s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché.

La réception provisoire consistera à la réception qualitative et quantitative.

A cet effet, on procédera à un contrôle complet des prestations fournis et installés en vérifiant toutes les composantes, quantités conformément au marché. Puis une visite contradictoire sera effectuée en présence de la Maîtrise d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage, du BET, du bureau de contrôle et de l'Entreprise.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

ARTICLE 25 : DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 67 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le délai de garantie est fixé à douze mois (12 mois) à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des déficiences, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT

Les règlements des ouvrages seront au mètre par application des prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Les travaux seront évalués conformément à l'article 56, paragraphe B du C.C.AG.-T.

Les décomptes provisoires seront établis mensuellement, ou à chaque fois qu'il est nécessaire, sur la base des situations et métrés établis par l'entrepreneur et vérifiés par l'Administration, et ce, conformément à l'article 57 du C.C.A.G.-T.

Pour les calculs intermédiaires (totaux partiels, montant de la T.V.A.,...), les résultats sont arrêtés au 2ème chiffre après la virgule sans aucun arrondi, ni par excès, ni par défaut.

ARTICLE 27 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 28 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des travaux réalisés au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 29 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 68 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues le décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 31: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 32 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec l'entrepreneur, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 33 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES - TRAVAUX EN DIMINUTION

Sont désignés par ce terme tous les travaux en plus ou en moins de ceux initialement prévus par suite de modifications conformément aux articles 51 et 53 du C.C.A.G.T.

Il est précisé que seuls seront considérés comme travaux modifiés et par suite réglés ou retenus à l'Entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par ordre de service de l'Administration.

ARTICLE 34 : PROLONGATION DES DELAIS

Des délais supplémentaires peuvent être accordés dans le cas suivant :

- Ordres de service d'arrêt des travaux ordonnés par l'Administration en raison de faits qui ne sont ni de la faute ni imputables à l'Entrepreneur et indépendants de sa volonté.

La notification de la prolongation des délais sera faite conformément aux dispositions du C.C.A.G-T.

ARTICLE 35 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur, de part sa signature, reconnaît qu'il est seul responsable de tous accidents ou dommages, matériels ou corporels, du fait direct ou indirect des travaux ou fournitures objet du marché, ou causés par son personnel ou son matériel.

Cette responsabilité s'étend aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'après leur achèvement, pendant la période de responsabilité légale et à la complète décharge de l'Administration.

Il devra soumettre à l'approbation de l'Administration le programme d'exécution assorti des plans de sécurité et d'hygiène pour répondre aux articles n° 30 & 31 du C.C.A.G-T. Ces plans seront tenus à jour par le titulaire qui en signalera les modifications à l'Administration.

En conséquence, il est en particulier responsable :

- De la conformité des travaux effectués par lui aux règlements en vigueur et en particulier à ceux concernant la sécurité.
- Du respect de toutes obligations résultant des lois et décrets en vigueur, des règlements de police, de voirie, d'hygiène, de sécurité etc. dans l'organisation des chantiers, de même que des obligations relatives à la législation de la Sécurité Sociale.
- De tous accidents qui pourraient survenir à lui-même, à son personnel, aux agents de l'Administration et des agents de contrôle ou à tous tiers présents sur les lieux des travaux.
- Des tubes, des fournitures et des travaux faits par lui, il supporterait les dépenses supplémentaires auxquelles la correction de ses erreurs ou de ses omissions pourrait donner lieu, y compris les réfections ou transformations qui seraient imposées à la suite d'une inspection par un organisme agréé, pour mise en conformité des installations avec les règlements en vigueur.
- De toute action intentée contre l'Administration, y compris les revendications des titulaires de brevets, licences, marques de fabrique ou autres, relatives aux travaux ou fournitures faisant l'objet du marché.
- Des frais de réparation de tous dommages résultant des avaries qu'auraient subies au cours de l'exécution des travaux ou à la suite de ceux-ci, les ouvrages et installations publics ou privés, apparents ou souterrains, que ces ouvrages et installations soient ou non indiqués sur les plans établis par l'Administration.

Ces responsabilités ne seront atténuées en rien par les vérifications et les approbations données par l'Administration ou le BET sur les dispositions d'ensemble ou de détail ou sur les plans des travaux ou fournitures à effectuer.

ARTICLE 36 : CONTRÔLE DES TRAVAUX

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par l'Administration, l'Entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers aux ingénieurs chargés du contrôle en particulier ceux du B.E.T, leur présenter s'ils le demandent toutes pièces du marché et leur fournir tous renseignements et explications utiles pour faciliter leur mission.

ARTICLE 37 : LIAISON AVEC L'ADMINISTRATION

Toutes les fois qu'il est requis, l'Entrepreneur doit se rendre sur convocation de l'Administration dans ses bureaux ou sur le chantier et en particulier pour les réunions de chantier.

Au cas où il ne pourra pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant adresser à l'Administration la liste des personnes qui pourraient agir en son nom et pour son compte avec leurs fonctions et références qui assisteront à sa place à ces réunions.

Dans tous les cas, la présence aux réunions d'un responsable habilité à prendre des décisions financières et les faire appliquer par son entreprise, de manière qu'aucune opération ne pourrait être retardée ou arrêtée par manque de pouvoir de décision.

L'Entrepreneur est tenu de fournir à l'Administration et à sa demande tous les renseignements intéressant l'exécution et l'avancement des travaux.

ARTICLE 38 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'Administration.

ARTICLE 39 : ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra présenter à l'acceptation du Maître d'ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre les différents échantillons qu'il se propose d'utiliser pour les travaux objet du présent marché, dans un délai de «15» jours calendaires à dater de la notification de l'approbation du marché.

Ces échantillons doivent être conformes aux normes en vigueur.

Dans le cadre de la soumission, Ils seront accompagnés de toutes les fiches techniques, avis techniques, marques, origines, etc. et de toutes les informations nécessaires devant permettre leur appréciation par la commission technique désignée à cet effet.

Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux et produits qu'après leur approbation par le Maître d'ouvrage assisté par la Maîtrise d'œuvre.

Les échantillons seront déposés dans un local prévu à cet effet dans l'installation du chantier et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux et matériels proposés.

Tout travail qui serait exécuté avant que le Maître d'Ouvrage assisté par la Maîtrise d'œuvre n'ait donné leur accord sur les échantillons, est refus.

ARTICLE 40 : COMPTE PRORATA

Tous les entrepreneurs seront tenus de participer aux dépenses du compte prorata proportionnellement aux montants de leur marché. Les dépenses communes du chantier à porter au compte prorata sont énumérées ci-après (liste non limitative):

- 1) Les frais de consommation d'eau et d'électricité de l'ensemble du chantier et pour l'exécution des travaux y compris pour les engins et outillage pour tous les corps d'état et en cas de besoin,

l'installation de groupes électrogène nécessaires pour le chantier et non rémunérée dans les prix forfaitaires afférents aux installations du chantier quel que soit les frais à ce sujet.

- 2) Dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité dans la mesure où ces dispositions intéressent les parties communes du chantier.
- 3) les frais de gardiennage général et de sécurité générale du chantier, étant précisés que les locaux de chantier propres à chaque entreprise restent sous leur surveillance et leur gardiennage.
- 4) La fourniture des casques et des bottes pour l'Administration, la maîtrise d'œuvre et les visiteurs du chantier.
- 5) Les frais ou dépenses découlant des réparations nécessitées par les dégâts et dommages dont l'auteur est resté inconnu et n'auraient pu être supportées par la « Tous risques chantiers ».
- 6) Établissement d'un service médical du chantier.

Le compte prorata aura à sa charge le service médical du chantier dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur. Il devra, à cet effet, disposer d'un service médical dirigé en permanence par un médecin agréé par le Maître d'ouvrage délégué assisté d'infirmiers qualifiés, dont le nombre sera en rapport avec les effectifs et devra être au moins égal à deux. Une pharmacie de secours dont la liste sera établie par le médecin responsable du service médical devra être constituée sur le chantier.

L'évacuation sanitaire des cas graves sur les hôpitaux de la région sera assurée par une ambulance à la charge de l'entrepreneur. Les agents du Maître d'ouvrage délégué bénéficieront de ces soins et transport gratuitement au même titre que l'ensemble du personnel des entreprises travaillant sur le chantier

Dépenses exclues du compte prorata

Les dépenses suivantes incombant à chaque entreprise ne sont pas imputables au compte prorata :

- Frais de communication téléphonique de chaque entreprise.
- Dégâts et vols imputables à un responsable bien déterminé ou couvert par les assurances.
- Gardiennage propre à chaque entreprise ;
- Installations, matériels et locaux de chantier propres au présent lot.
- Construction et entretien des parcelles d'essais aux endroits validés par le Maître d'Ouvrage Délégué.
- La remise en état des lieux occupés par le présent lot: terrain, locaux, routes et pistes. L'évacuation à la décharge des produits de démolition et de ceux provenant du nettoyage, y compris le recouvrement par un substrat des lieux en phase finale des travaux.
- Le repliement des installations et du matériel de chantier propre au présent lot.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que la démolition des installations construites par lui dans les zones du chantier utilisées par lui ainsi que la remise en état des lieux dans les règles de l'art, doivent intervenir suffisamment à l'avance pour permettre le bon déroulement de la réalisation des ouvrages définitifs ou aménagements extérieurs - VRD projetés dans ces zones.

Ces travaux de remise en état nécessaires seront à la charge de l'entrepreneur et ne donneront lieu à aucun supplément de prix.

L'entrepreneur chargé de la gestion du compte prorata

- Règle aux diverses entreprises des autres lots les dépenses qu'ils auraient éventuellement engagées pour le compte prorata.

- Règle les factures imputables au compte prorata émises par le tiers (hors du chantier – assurances collectives éventuelles).
- Emet les factures de prorata et les transmet à la destination de chacun des entrepreneurs.

A défaut de règlement amiable entre les entrepreneurs, les ventilations des dépenses portées au compte prorata seront effectuées par le maître d'ouvrage délégué, le règlement sera fait lors de l'établissement des décomptes par retenues ou additions faites sur ces décomptes.

Commissions du compte prorata

La commission du compte prorata est constituée respectivement par les entrepreneurs élus parmi ceux chargés des travaux de gros œuvre- revêtement- étanchéité- charpente- aménagements extérieurs et engazonnement, des travaux des lots architecturaux et enfin des travaux des lots techniques et spécialisés.

L'entrepreneur du lot principal assure la gestion de la commission, il provoque les réunions de la commission et enregistre les dépenses ou factures qui doivent être imputées au compte prorata après examen et approbation de la commission.

En cas de désaccord, la commission est réputée s'en remettre à l'avis du maître d'ouvrage délégué assisté par la maîtrise d'œuvre.

Chaque entrepreneur concerné devra se libérer des sommes dues au titre du compte prorata dans un délai qui sera fixé dans la convention interentreprises.

Convention interentreprises

Il est passé entre les entreprises une convention du compte prorata. L'entreprise du présent lot appliquera ladite convention au même titre que l'ensemble des entreprises participant à ce compte.

Quitus

Aucun solde ne pourra être effectué sans présentation de la justification par chaque entreprise du règlement du montant du prorata lui incombant.

En cas de désaccord, les entreprises s'en remettront à la décision du Maître d'ouvrage délégué.

ARTICLE 41 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

En application de l'article 40 du CCAG-Travaux, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est de quinze (15) jours de calendrier à compter de la date de la réception provisoire. Une pénalité particulière de deux mille (2000) DH par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 42 :CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 43 du CCAG-Travaux notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 10 cm
- la pluie : 5 mm
- le vent : 60 km/h
- le séisme : 4 degré sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 43 : GARANTIE DECENNALE

L'entrepreneur est tenu de présenter, à ses frais et au plus tard à la réception définitive du marché, une police d'assurance couvrant la responsabilité décennale telle que celle-ci est définie par l'article 769 du Dahir du 12 Août 1913 formant code des Obligations et Contrats.

Les termes et l'étendue de cette police d'assurance sont soumis à l'accord du maître d'ouvrage.

ARTICLE 44 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants les normes nationales et internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail applicables au Royaume du Maroc dont les conventions fondamentales ratifiées dans le cadre de l'Organisation Internationale du travail (OIT) ainsi que les conventions internationales en matière d'environnement.

ARTICLE 45 : AVANCES

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 rejeb 1435(14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché bénéficie d'une avance selon les modalités suivantes :

- Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du marché toutes taxes comprises.
- L'avance ne peut être octroyée au titulaire du marché pour la part du marché qui fait l'objet de sous-traitance.
- Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.
- Le remboursement du montant total de l'avance doit, en tout état de cause, être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.
- Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage.
- La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances.

CHAPITRE II – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PLANTATIONS ET ESPACE VERT

1 NATURE DES TRAVAUX

Les travaux faisant partie de la présente section comprennent :

- Le nettoyage et la préparation du terrain avec évacuation des gravois et excédents des terres non utilisables à la décharge publique,
- La fourniture, le traitement, et la mise en œuvre de terre végétale,
- La fourniture et la plantation des végétaux préalablement sélectionnés à la pépinière (arbres, palmiers, arbustes, semences de gazon, etc.),
- Toutes les fournitures de produits de traitement, matériels d'arrosage, d'entretien, outillages divers, etc.,
- Les travaux d'entretien des plantations, y compris le personnel qualifié.

2 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux et des. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux, les conditions d'accès au chantier et en tenir compte dans l'établissement de ses prix. Aucun supplément dû à une mauvaise appréciation des difficultés du chantier ne sera accordé.

L'Entreprise est tenue de prendre connaissance de tous les plans joints au présent dossier de consultation. Elle est également réputée avoir vérifié les quantités indiquées au bordereau d'après les plans fournis. Elle devra faire part au Maître d'œuvre de tous ses désaccords éventuels en ce qui concerne les quantités avant la remise de son offre, faute de quoi, aucune réclamation ne sera admise.

3 IMPLANTATION DES OUVRAGES

1. Implantation

A partir des plans d'exécution remis par l'Architecte, l'entrepreneur aura à sa charge le piquetage et l'implantation de tous les arbres d'alignement, les arbres libres, et les parterres à planter d'arbustes ou à engazonner.

L'entrepreneur demeurera seul responsable des tracés effectués par ses soins et subira toutes les conséquences dues aux erreurs ou négligences éventuelles.

2. Mise en forme du terrain

L'entreprise devra, à sa charge, réaliser tous les déblais et remblais nécessaires pour réaliser les profils suivant les plans d'Architecte.

3. Exécution des ouvrages

Tous les ouvrages prévus et décrits seront à exécuter suivant les alignements, formes et dimensions prévues sur les plans et conformément aux dispositions précisées dans le Cahier des Prescriptions spéciales.

L'Entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées dans les pièces graphiques et s'assurer de leur concordance dans les différents plans et avec les ouvrages existants.

Pour l'exécution, l'Entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. En cas de doute, il devra en référer au Maître d'œuvre, et demander tous renseignements complémentaires sur ce qui semblerait incomplet.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'Entrepreneur sera tenu responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Les ouvrages non conformes seront si nécessaires, démolis et refaits aux frais de l'Entrepreneur ou des entrepreneurs reconnus fautifs.

4 CONTROLE DE QUALITE

1. Matériaux / Echantillons

L'Entrepreneur devra obligatoirement dans le cadre de son prix, présenter, pour acceptation par le Maître d'œuvre, les échantillons des matériaux et matériels qu'il se propose d'utiliser.

Ces échantillons devront être visibles pendant toute la durée du chantier. Le Maître d'œuvre pourra soumettre ces échantillons à des essais à la charge de l'Entrepreneur.

Les matériaux mis en œuvre doivent être neufs et de première qualité. Ils doivent être identiques aux échantillons agréés et aux couleurs choisies.

Dans le cas de refus d'échantillon par le Maître d'œuvre, l'Entrepreneur est tenu d'en représenter d'autres et ce, jusqu'au choix définitif.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser tout produit approvisionné sur le chantier:

- Soit qu'il ne corresponde pas à l'échantillon accepté par lui-même
- Soit qu'il n'est pas fait l'objet d'agrément de sa part

L'Entrepreneur ne peut en aucun cas prendre prétexte du choix du Maître d'œuvre pour justifier un retard dans son exécution.

La présentation des échantillons ainsi définie est incluse dans le prix de l'Entrepreneur et ce dernier ne peut en aucun cas réclamer remboursement de quelques frais que ce soit à ce sujet.

L'Entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la fourniture de chaque type de matériaux soit homogène (de qualité, caractéristiques, aspect, etc.) sur l'ensemble du chantier.

En cours de travaux, l'Entrepreneur doit pouvoir fournir la preuve de la provenance de ses matériaux à toute demande du Maître d'œuvre.

Les matériaux à employer par l'Entrepreneur, pourront, moyennant autorisation expresse du Maître d'œuvre n'être approvisionnés sur les chantiers qu'au fur et à mesure des besoins.

2. Matériaux / Provenance, réception

Les lieux de provenance des divers matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux seront choisis par l'Entrepreneur et devront être agréés par le Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur pourra à tout moment être tenu de justifier la provenance de ces matériaux au moyen de lettres de voiture du fournisseur ou par toute pièce en tenant lieu.

Le fait d'agréer des matériaux ou des fournisseurs n'engage en rien le Maître d'œuvre quant à la qualité des fournitures, l'Entrepreneur restant seul responsable de la bonne tenue des ouvrages.

La réception des matériaux est faite par l'Entrepreneur et soumise à l'acceptation du Maître d'œuvre.

La réception des matériaux comporte la détermination des quantités à prendre en compte et la réalisation des essais. Ces opérations pourront, au gré du Maître d'œuvre, être faites indépendamment les unes des autres, soit à l'établissement des fournisseurs, soit sur le chantier de l'Entreprise.

En cas d'insuffisance quantitative ou qualitative, le pourcentage de réduction correspondant sera appliqué à la totalité du lot à réceptionner sans que l'Entrepreneur soit admis à justifier que les défauts ou malfaçons constatés ne sont pas généraux dans le lot considéré.

La réception des matériaux n'empêche pas le Maître d'œuvre de refuser les matériaux qui, lors de l'emploi et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, se révéleraient défectueux et ne rempliraient pas les conditions prescrites.

Dans le cas de refus de matériaux, ceux-ci seront transportés en dehors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur dans le délai qui sera fixé par le Maître d'œuvre lors de la notification de refus.

Faute par l'Entrepreneur de se conformer à cette prescription, il sera procédé d'office, par le Maître d'ouvrage, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

a. Fournitures des plants

L'entreprise est tenue, sauf dérogation accordée par le maître d'œuvre, de se conformer aux prescriptions des plants et du descriptif estimatif en ce qui concerne la nature des essences et les tailles demandées. Elles doivent présenter une parfaite conformité avec les végétaux demandés au niveau de l'espèce, de la variété, du clone, ou du cultivar.

L'étiquetage doit être conforme à la réglementation en vigueur.

En cas de difficulté de fourniture, l'entrepreneur en prévient le maître d'œuvre dans un délai de deux semaines suivant la signature du marché. Passé ce délai, les végétaux sont réputés commandés.

Les plantes sont toutes de premier choix, exemptées de cicatrices et de gerçures et présentent les caractéristiques fixées par les normes AFNOR homologuées.

Toutes les plantes sont exemptes de parasites tant animaux que végétaux ainsi que toutes lésions d'origine biologique susceptibles d'empêcher une bonne reprise ou une bonne croissance.

Le système racinaire sera normalement constitué, sain et vigoureux ; il ne présentera pas de lésions d'origine mécanique ou physiologique qui seraient dues au système de culture ou d'arrachage.

Les branches et rameaux ne porteront aucune séquelle de maladie ou dommage mécanique propres à porter préjudice à l'aspect de la plante ou à son développement ultérieur.

b. Provenance des végétaux

L'entrepreneur doit faire connaître dans sa soumission la ou les pépinières retenues pour la fourniture des végétaux.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de choisir les végétaux sur place avant la déplantation et d'en faire une réception provisoire avant la plantation.

Tous les bordereaux de provenance et de transport seront fournis à la réception au maître d'œuvre.

c. Piquets pour haubanage

Piquet en bois de châtaignier ou équivalent, écorcé, longueur 0,80m, diamètre 0,05m.

La partie enterrer sera affûtée en pied et préalablement carbonisée jusqu'à 20cm, au dessus du sol fini. Une gorge est pratiquée dans les piquets pour fixer les fils de tension.

Fils et colliers pour haubanage

Les fils de tension en acier galvanisé seront d'un diamètre de 3,2mm.

Les colliers seront réglables de manière à pouvoir être desserrés au fur et à mesure de la croissance de la plante. Ils seront conçus de telle manière que les fils tendeurs ne soient jamais en contact avec le sujet. Un bourrelet souple sera prévu à cet effet.

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre plusieurs modèles de colliers, afin que celui-ci puisse arrêter son choix.

d. Tuteurs

Tuteurs d'arbres tiges

Tuteur en bois de châtaignier ou équivalent, longueur 3,5m, diamètre 12cm.

La partie à enterrer sera affûtée en pied et préalablement carbonisée jusqu'à 20cm, au-dessus du sol fini.

Tuteur de baliveaux.

Tuteurs en bambous, longueur 1,4m, diamètre 20cm.

Colliers pour tuteurage.

Colliers constitués d'une lanière de caoutchouc réglable. L'entrepreneur devra en proposer l'agrément au maître d'œuvre.

3. Matériaux / Dépôt et rangement

Les lieux de dépôts seront soumis à l'agrément du Maître d'œuvre.

A l'emplacement des dépôts, le terrain sera dressé et aménagé par les soins de l'Entrepreneur et à ses frais avant le rangement. Ces matériaux seront disposés de manière à ne pouvoir être confondus avec d'autres ayant fait l'objet d'une réception.

4. Choix des végétaux / Analyse des composants organiques des sols

Les contrôles de la qualité des végétaux seront effectués par la Maîtrise d'œuvre après leur livraison sur le chantier.

Les contrôles de qualité du fumier, de la terre végétale, du terreau, de la tourbe seront réalisés par un laboratoire agréé à la charge de l'entrepreneur.

La sélection des végétaux doit tenir compte aussi bien de la qualité, de l'esthétique que de l'état phytosanitaire de chaque plante. Un paramètre important qui doit être pris en compte par l'entrepreneur, compte tenu du fait que ce dernier doit apporter sa garantie sur les végétaux mis en terre pour une durée de un (1) an. Ceci induit de facto le remplacement des végétaux morts ou ceux qui auraient des difficultés de reprise et ce dès l'établissement du constat par la Maîtrise d'œuvre.

Les végétaux sélectionnés ne sont jugés « BON POUR LA PLANTATION » qu'après contrôle et accord de la Maîtrise d'œuvre. Aussi, le contrôle des végétaux peut avoir lieu tant à la pépinière que sur le site de la plantation.

5. Plans de récolement

L'entreprise est tenue de fournir en fin de chantier, au plus tard le jour fixé pour les opérations préalables à la réception, les plans de récolement des ouvrages réellement exécutés. Ces plans seront fournis sous forme de contre-calques et d'un fichier informatique au format DWG et rattachés au niveau général du Maroc.

5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1. Préparation des sols

Lors de l'ouverture des trous de plantation, l'entrepreneur veillera à ce que la terre des horizons supérieurs soit séparée de celle des horizons inférieurs tout en veillant à enlever toutes les pierres.

Lors de l'opération de rebouchage des trous, qui ne se fera, d'ailleurs qu'après réception des travaux d'ouverture des trous, la terre des horizons supérieurs, préalablement débarrassée de toutes les pierres et enrichie par des apports de terre aux alentours du trou qui doit être mise la première au fond du trou. La terre

des horizons inférieurs sera mise en dernier pour finir le rebouchage du trou et fermer l'impluvium. L'impluvium devra être établi sur un rayon de 50 cm autour de l'axe du futur plant.

Ces travaux doivent prendre en compte la composition chimique de la terre utilisée pour le rebouchage.

2. Défrichage - Epierrage

L'opération consiste à un nettoyage du terrain en exécutant :

- L'épierrage : la zone à planter doit être nettoyée et débarrassée des grosses pierres et cailloux.
- Enlèvement de la végétation existante : le terrain doit être assaini de la végétation en place et des mauvaises herbes qui ne sont pas insérées dans le plan d'aménagement.
- Evacuation des terres excédentaires, des pierres et cailloux.

3. Modelage des terrains

Les terrains devant recevoir les plantations seront aménagés et nivelés suivant les plans fournis par l'Architecte paysagiste.

a. Décapage de la terre végétale

Après le nettoyage du terrain, l'entrepreneur sera tenu de décaper la terre végétale sur toute son épaisseur, dans la limite des emprises avant la poursuite des travaux.

Ces terres seront mises en dépôt en vue de leur réemploi. Les terres jugées impropres à leur réemploi seront évacuées en décharge publique, après accord préalable du maître d'œuvre. L'épaisseur de décapage pourra être variable sur l'ensemble du chantier et sera proposée par l'entrepreneur au maître d'œuvre qui décidera.

b. Fouilles /Décaissement pour plantations et engazonnement

Profondeur des fosses en mètre sur toute la surface prévue

Pelouse : 0,30 sont à la charge du titulaire du présent lot.

Plantes couvre sol : 0,30 sont à la charge du titulaire du présent lot.

Massifs d'arbustes : 0,50 sont à la charge du titulaire du présent lot.

Massifs de la bande boisée : 0,50 sont à la charge du titulaire du présent lot.

Arbres isolés : 1mx1mx1m (Minimum) selon prix n°5

Ces profondeurs étant comprises à compter du niveau sol fini. Avant la mise en place de la terre végétale, le sol sera décompacté à 30cm du niveau de fond de forme sur toute la zone à planter ou engazonner, ce travail étant complété par le ramassage et l'évacuation en décharge publique, de tous les éléments mis à découvert (souches, pierres, etc.).

L'entrepreneur ne pourra élever une quelconque réclamation de quelque nature que ce soit, sur la nature du terrain rencontré suivant les profondeurs de terrassement et l'abondance des eaux.

Les terres provenant des fouilles ne pouvant pas être utilisées comme terres végétales. Elles seront évacuées en décharge publique.

6 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA TERRE VEGETALE

Il s'agit de constituer à la fois un milieu filtrant et un support favorable au bon développement des végétaux.

La terre végétale devra être franche et homogène, exempte de pierres et de corps étrangers. Elle aura une composition granulométrique bien équilibrée et sera finement broyée. Elle devra être exempte de cailloux, de morceaux de verre, de débris végétaux, rhizomes, animaux parasites, etc.

La terre végétale pourra être prélevée en partie sur l'emprise du chantier, sous réserve d'extraction dans de bonnes conditions. Cette quantité sera laissée à l'appréciation du Maître d'œuvre qui jugera de la qualité du substrat ainsi extrait.

La terre végétale complémentaire proviendra d'approvisionnements extérieurs au terrain.

L'entreprise devra faire connaître et accepter par le Maître d'œuvre avant la fourniture :

- le lieu d'extraction,
- la profondeur maximale d'extraction qui ne devra pas dépasser 0,40 m,
- l'analyse physicochimique d'échantillons moyens représentatifs qui seront comme suit sur les indications du Maître d'œuvre, au minimum un échantillon par lieu d'extraction différent et par 1000 m³ de terre fournie :

Du point de vue physique :

- | | |
|-------------------------------|-----------|
| ➤ Argile | 5 à 10 % |
| ➤ Limons | 10 à 15 % |
| ➤ Sable fin | 15 à 30 % |
| ➤ Sable grossier | 30 à 50 % |
| ➤ Eléments de 2 à 10 mm | 10 à 20 % |
| ➤ Eléments supérieurs à 10 mm | 0 % |

Du point de vue chimique :

- | | | |
|----------------------------------|-------------------|---------------|
| ➤ Teneur en azote: | N % | 1 à 2 % |
| ➤ Teneur en acide phosphorique: | P % | 0,03 à 0,06 % |
| ➤ Teneur en potasse : | K % | 0,08 à 0,15 % |
| ➤ Réaction au carbonate de chaux | CaCO ₃ | 4 à 12 % |
| ➤ Teneur en matière organique | | 4 à 8 % |
| ➤ Rapport C/N | | 10 à 14 % |

Avant toute fourniture, l'Entrepreneur sera tenu de faire connaître le lieu d'extraction et ne pourra modifier celui-ci sans autorisation. Il devra remettre un échantillon de la terre à fournir et se conformer pour la livraison, à l'échantillon agréé, faute de quoi elle sera refusée et devra être immédiatement remplacée.

Si cette analyse diffère de la référence citée ci-dessus, il devra apporter les amendements physiques, organiques et chimiques qui s'imposent. Cet apport doit être justifié par l'analyse et les amendements employés et devront présenter toutes les garanties légales en cours.

Les normes suivantes sont à respecter :

- NF U 44 001 Amendements calciques et magnésiens ;
- NF U 44 051 Amendements organiques ;
- NF U 42 001 Sulfates de calcium / Sulfates de magnésium ;
- NF U 44 551 Support de culture.

Il sera également procédé à des analyses complémentaires (1 analyse par tranche de 200 m³) afin de juger la présence éventuelle de produits toxiques dans la terre végétale (rémanence de traitements herbicides ou de culture, sels, ...), test au Cresson Alénois faisant partie des tests prévus.

La terre mise en place sera conforme aux prescriptions du présent C.P.S, cette terre étant finement ameublie lors de sa mise en place, laquelle sera faite par temps sec.

L'entreprise devra s'assurer du maintien de propreté de la terre végétale mise en place. Elle prendra notamment à sa charge les frais de désherbage éventuels pendant toute la durée du chantier.

Correction du pH

Dans le cas où une correction serait nécessaire, l'épaisseur de la couche amendée est au minimum de 0,12 m.

Les matériaux utilisés doivent être en conformité avec les normes en vigueur.

La nécessité d'un éventuel fractionnement dépend de la quantité et des produits utilisés.

Fertilisation et correction

Dans le cas où il serait nécessaire de corriger le substrat, la date de la mise en œuvre de l'engrais est fonction de la nature des produits employés, notamment leur potentialité de lessivage.

La nécessité d'un éventuel fractionnement dépend de la quantité et des produits utilisés.

Les engrais utilisés doivent porter la mention « pauvre en chlore » :

(NF U 42-001, NF U 42-002-1, NF U 42-002-2, NF U 42-003-1, NF U 42-003-2).

Apport de la fumure organique

Un apport de fumier doit être effectué avant la plantation pour permettre le bon développement des plantes durant le stade de croissance

Qualité :

Il est prescrit d'apporter du fumier d'ovins bien décomposé vu ses meilleures qualités physico-chimiques.

Quantité :

On prescrit 5 à 6 kg de fumier par trou de plantation.

Mode d'épandage :

Le fumier doit être mélangé à la terre végétale et remis au fond pour servir de support.

7 MISE EN ŒUVRE DES PLANTATIONS

1. Provenance des plants

Les végétaux figurant au devis descriptif et quantitatif devront provenir d'une pépinière spécialisée, y compris en plantes ornementales, agréée par la Maîtrise d'œuvre.

2. Qualité des plants

Les plants doivent être de premier choix, sains et vigoureux, de qualité loyale et marchande, bien constitués, exempts de toutes tares et maladies sans mousse ni gerçures. Le fournisseur devra être agréé par la Maîtrise d'œuvre. Les racines seront sans écorchures, bien ramifiées pourvues d'un chevelu suffisamment abondant conservé autant que possible dans son intégrité.

Les arbres auront un tronc bien droit exempt de nodosités ou de plaies et conformément aux dimensions demandées. Tous les végétaux, arbres, arbustes, seront livrés obligatoirement avec leur motte en bac, sachet ou équivalent, étiquetés. Tout arbre ayant une motte cassée sera refusé.

3. Arrachage des plants en pépinière

L'arrachage s'effectue avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager les racines.

L'intervalle entre plantation et arrachage doit être aussi court que possible ; les racines seront protégées pour ne pas être endommagées (blessées, desséchées, ou gelées) pendant le transport.

Si le délai d'arrachage / plantation devrait dépasser trois jours, les plantes seraient alors placées en jaugeage ou en entrepôt frigorifique.

Le maître d'œuvre sera prévenu une semaine à l'avance de la date de la livraison des végétaux.

4. Transports des plants

Les plantes destinées au chantier devront faire l'objet de tri au niveau de la pépinière; un certificat de tri est délivré à l'entrepreneur par le responsable de la pépinière.

La durée de conservation des plants en jauge sur les lieux du chantier ne doit pas dépasser 48 heures.

Les travaux de regain doivent concerner le remplacement de toutes les plantes non réussies. Il est précisé que ces travaux de regain doivent s'effectuer même lorsque le taux de réussite est supérieur à 80 % mais inférieur à 100%. Des précautions doivent être prises lors de l'opération de transport.

Les palmiers, arbres et arbustes doivent être apportés en mottes. La motte sera conservée intacte. Ils seront disposés sur le camion pour éviter toute cassure ou destruction de la motte.

Il faut veiller à ce que le plant ne soit pas blessé au cours du transport.

Le moment du transport des plantes sera pris en considération. Il sera fait en temps frais, de préférence la nuit, cela pour éviter le dessèchement des racines et plant entier en cas de température élevée. En plus une bâche sera montée sur le camion pour protéger les plantes des intempéries.

5. Réception des plants

Comme dans le cas du transport, le déchargement sera fait avec minutie pour éviter toute destruction des plantes. Avant la plantation, celles-ci doivent être placées dans un endroit frais et humide afin de diminuer la transpiration et éviter le dessèchement.

La réception est soumise à l'agrément de la maîtrise d'œuvre.

6. Implantation

L'implantation est précisée dans le carnet de détail des plantations annexé au plan de l'architecte paysagiste.

Manipulation des plants.

Lors de la distribution des végétaux aux lieux de leur plantation définitive le manipulateur prendra tous les soins nécessaires en vue de contrecarrer toute destruction éventuelle des plants. Ceux-ci doivent être plantés convenablement suivant les règles de l'art et la prescription du C.P.S.

7. Plantation des plants

Au préalable la motte doit être trempée dans l'eau. Un dernier contrôle de la qualité du plant doit être effectué avant sa mise en terre qui doit être entreprise en observant strictement les remarques suivantes:

Cette opération devra être faite par des ouvriers qualifiés en matière de jardinage.

Dans l'impluvium amebli du trou rebouché, un trou de la dimension de la motte devra être ouvert suivant les prescriptions des dimensions du maître d'œuvre et très amebli sur la moitié de la potée. La motte y sera introduite verticalement jusqu'au niveau du collet du plant. Le pourtour de la motte sera rempli d'une terre meuble.

Ensuite, l'appareil aérien du plant sera tenu à la main et la terre devra être tassée autour de la motte.

Le rebouchage du pourtour de la motte devra être fait aussi à la main, en évitant de couvrir le plant de terre ou de l'abîmer. La motte devra être entièrement recouverte de terre tassée par la suite. Le tassement du sol, autour du plant devra être progressif. Le planteur devra ameubler l'impluvium, extraire les fragments de racines et les végétaux qui peuvent s'y trouver.

Pour les arbres et arbustes plantés en isolé, il faut confectionner une cuvette autour du plant pour éviter le débordement de l'eau d'irrigation.

Compte tenu de la qualité requise pour le travail de mise en terre des plants, le travail à la tâche sera interdit à l'entrepreneur.

Seuls les plants à tiges lignifiées, bien conformes et pourvus de leur bourgeon terminal devront être plantés. Ceux qui sont chétifs disproportionnés à mottes détériorées devront être gardés en réserve et présentés au contrôle du personnel compétent.

Les fossés de plantations ne doivent pas rester ouverts plus d'une semaine en terrain sec et plus de 48 heures en terrain humide.

Tous les travaux de plantations comprennent :

- la fourniture, le transport, et la plantation des végétaux, et leur entretien pendant une période de 12 mois,
- la fourniture, transport et l'épandage du fumier organique bien décomposé d'origine ovine et indemne de paille,
- la fourniture, transport et l'épandage d'engrais :
 - Engrais de fond 5-8-8 ;
 - Engrais azoté urée 46 % ;
 - Engrais complet 14 - 28 - 14 ;

Les engrais seront incorporés sur une profondeur de 10 cm.

D'une façon générale, les baliveaux des arbres doivent être formés obligatoirement en haute tige de façon à ce que les branches latérales et le feuillage ne se développent qu'à partir de 2 m de hauteur.

Les plantes devront être du 1er choix, bien constituées et exemptes de maladies.

Plantation d'arbustes bas 80/100.

Pour les plantes qui formeront les massifs, le sol choisi à cet effet doit être traité contre les mauvaises herbes, un décaissement des sols sur une profondeur de 0,50m sera confectionner et sera comblé ensuite par de la terre végétale jusqu'au niveau -15cm du sol fini du trottoir. Les parterres seront décaissés de 15 cm. Une bordurette en béton, habillée ensuite par la brique de Safi ceinturera ces plantations. Il est entendu que, du niveau haut de la brique jusqu'au limite de la terre végétale la profondeur est de 15cm.

Avant la plantation les racines des végétaux en racines nues seront rafraîchies en recoupant leurs extrémités meurtries ou desséchées.

Les parties aériennes de la plante seront réduites en proportion; toutes les branches cassées ou le bois mort seront nettoyés.

Les végétaux en mottes ou conteneurs subiront également une taille des parties aériennes avant la plantation. Les plantes issues de culture en conteneurs ne devront pas comporter de chignon racinaire.

A la plantation, les végétaux en racines nues seront pralinés. Toutes les plantes seront placées de façon à ce que le niveau fini de la terre arrive sensiblement au niveau du collet.

Les racines devront être réparties dans leur position naturelle au fond du trou, elles seront garnies délicatement de terre végétale meuble et légèrement tassée pour qu'il ne subsiste pas de vide.

Il sera ensuite procédé à un arrosage copieux immédiatement après la plantation afin de plomber le sol.

Une fois ce compactage hydraulique réalisé, et la fixation sur le tuteur étant réalisée, les collets des végétaux devront être dégagés de la terre végétale, les racines étant entièrement enfouies, tandis qu'une forme de cuvette sera réalisée avec la terre en place autour de la plante.

Les cuvettes des arbustes seront légèrement inférieures à la taille du diamètre racinaire en place.

Les plantes grimpantes sont libérées de leurs tuteurs de culture et soigneusement palissées sur leurs nouveaux supports à l'aide d'attaches.

8. Période de plantation

- Végétaux en racines nues: du 15 novembre au 15 mars.
- Végétaux en mottes : du 15 octobre au 15 avril.
- Végétaux en godets ou conteneurs: du 1^{er} octobre au 31 mai.

Les plantations seront suspendues par temps de gelées ou si le sol est rendu trop boueux par la pluie, le dégel, ou la neige.

9. Plantation d'arbustes

L'entrepreneur procédera dans un premier temps au fauchage, au nettoyage et au réglage de la surface à planter.

Il veillera à ce que les plantations soient conformes au plan de plantation.

Les trous de plantation seront suffisamment grands 50x50x50 cm au minimum.

L'entreprise veillera à mettre de la bonne terre végétale amandée en contact de la motte.

Les plants seront disposés en dehors des zones submersibles et à une distance suffisante pour ne pas causer de gênes aux usagers.

L'exécution des plantations doit être conforme au plan et suggestions proposées dans le C.P.S.

Les plants devront être conformes avec toutes les caractéristiques demandées dans le CPS, et ils doivent être élevés dans des conteneurs en pépinière.

Lors de la mise en terre, tous les plants doivent avoir une motte entière non cassée.

Après avoir enlevé le sachet, il faut allonger les racines qui risquent de provoquer la déformation racinaire en chignon. Cette déformation entraîne la mort du plant par étranglement.

Les plants chétifs, malades ou dépourvus de feuilles ou de racines seront écartés.

Le rebouchage sera fait pour chaque trou avec un apport de 1 kg de fumier organique bien décomposé plus 50 g d'engrais minéral sous forme de 14-28-14, en cas d'amendement, le tout sera mélangé à la terre de surface qui aura été isolé auparavant et qui tapissera le fond du trou.

Après plantation, il faut tasser délicatement la terre végétale aux pieds des plants pour dégager les poches d'air au niveau de la motte.

Il faut attacher le plant à un tuteur ancré dans le sol du côté opposé au vent dominant pour éviter la cassure de la tige principale.

Une cuvette sera confectionnée au pied de chaque plant. Elle doit être suffisamment grande d'environ 70 cm de diamètre pour recueillir une dizaine de litre d'eau.

Il faut apporter un arrosage abondant d'un minimum moyen de 10 litres par plant pour relancer la végétation et chasser les poches d'air qui peuvent rester au contact des racines.

Pendant les saisons sèches, il faut apporter un autre arrosage moyen de 10 litres minimum par plant, trois fois par mois. La bonne cadence d'apport d'eau doit tenir compte de la capacité de rétention d'eau par le sol pour maintenir les plants en vie pendant la saison sèche.

10. Plantation d'arbres d'alignement

Les arbres d'alignement doivent être livrés en motte avec un tronc bien droit, planté à distance régulière de 6m et à 12 m dans certains cas. La confection des trous de plantation avec les amendements nécessaires selon les besoins de la variété d'arbre choisie.

En effet, en considérant que les sujets d'arbres utilisés sont assez grands donc leur réception, installation et entretien doivent être réalisés avec toutes les précautions qui s'imposent :

- Les arbres doivent être livrés indemnes de toutes maladies de forme de branchage équilibrée, pousse apicale non cassée et avec mottes. Ces dernières doivent être dans des conteneurs adéquats et leurs grandeurs doivent être proportionnelles à la taille des sujets et ne doivent pas être d'une transplantation récente.
- Les trous de plantation doivent être préparés dans les proportions conséquentes pour accueillir largement les mottes des arbres. Généralement on utilise 1 x 1 x 1 m minimum pour les arbres et 0.5 x 0.5 x 0.5 m minimum pour les arbustes.
- La terre végétale doit être apportée en quantité suffisante pour assurer le bon développement des sujets plantés et doit être amendée en fumier organique et chimique.
- Lors de la mise en terre, les sachets doivent être entièrement enlevés, les mottes doivent être entières non cassées. Les racines en trop ou déformées doivent être coupées au sécateur. La cime de l'arbre doit être proportionnelle à la grandeur de la motte et la chevelure racinaire. Il ne faut pas hésiter de diminuer le nombre de branches pour réduire la surface foliaire et équilibrer le sujet au moment de sa mise en terre.
- Les sujets plantés doivent être tuteurés. Les tuteurs doivent être en bois, grands, forts, traités et ancrés dans le sol pour soutenir le tronc et le poids de la cime de l'arbre contre le vent.
- Après la mise en terre, il faut tasser la terre végétale autour de la motte pour dégager les poches d'air en contact des racines, il faut confectionner une cuvette assez grande autour du sujet, environ 1 m de diamètre pour les arbres et 0.7 m pour les arbustes et il faut arroser copieusement jusqu'à remplissage de la cuvette.
- Il faut ensuite prodiguer un entretien et un gardiennage suivi pendant les deux premières années de garantie afin d'assurer une bonne installation des plantations dans un milieu comme celui-ci où les conditions difficiles du climat s'ajoutent à une fréquentation imprévue.

8 ENTRETIEN

L'entrepreneur du présent lot devra assurer notamment :

- La réfection des cuvettes des arbres,
- L'arrosage des plantations dès que la surface de la terre sera sèche, que le réseau d'arrosage soit en fonctionnement ou non,
- Le désherbage dans les massifs et gazons,

- Le binage des massifs,
- La surveillance de la bonne tenue des haubanages pour les arbres et des tuteurages pour les arbustes.
- La qualité de l'entretien des végétaux est laissée à l'appréciation du maître d'œuvre qui pourra demander un nettoyage complémentaire.

Cet entretien des végétaux devra s'effectuer jusqu'à la fin du chantier. Durant cette période, l'Entreprise est entièrement responsable de la bonne végétation des plants et du bon état de leurs protections. L'entreprise devra maintenir ses plantations dans un état de propreté permanent.

9 GARANTIE D'UN AN

Constat de reprise / Délai de garantie : l'entrepreneur du présent lot assurera le remplacement des végétaux recensés comme mort lors de chaque constat de reprise à sa charge **sans demander d'indemnisation de quelque sorte que ce soit**. Les constats répondent aux modalités suivantes :

Saison de plantation	Premier constat de reprise	Délai de la garantie de reprise.
Printemps	Septembre	De Septembre au Septembre de l'année suivante
Automne	Juin	De Juin au Juin de l'année suivante

Durant la garantie de reprise, l'entrepreneur est entièrement responsable de la bonne végétation des plants et du bon état de leurs protections.

L'entrepreneur est entièrement responsable de la bonne reprise des végétaux plantés jusqu'au deuxième constat de reprise qui intervient à la fin **du délai de garantie d'une année après la réception provisoire**.

Le délai de garantie sera prolongé de un an pour tous les végétaux plantés, morts ou dépérissant, à remplacer au-delà de cette période de garantie réglementaire. Dans le cas de deux ans de garantie ces périodes sont doublées.

Arrosage / Fréquence d'arrosage :

L'entrepreneur devra assurer l'arrosage pendant les deux ans de garantie. La fourniture de l'eau d'arrosage pendant la période des travaux est à la charge de l'Entrepreneur. Il aura à sa charge la réalisation et l'équipement d'un puits d'arrosage, et le transport de l'eau par citernes mobiles et tuyaux pour assurer l'apport d'eau suffisant à chaque variété de plante et ceci pour l'ensemble du projet.

Une dose d'irrigation moyenne de 15 à 20 litres d'eau doit être apportée à chaque arbre immédiatement après plantation pour humidifier le substrat et permettre une bonne repousse du plant.

En règle générale, les six premiers mois la dose d'irrigation est d'environ 7 litres d'eau par plant à raison de trois fois par mois et elle est de 15 litres le second semestre à raison de trois fois par mois, soit environ 1000 équivalent citerne de 2000 litres...

Pour assurer une bonne réussite des plantations, l'entrepreneur devra assurer leur arrosage **durant la période de 12 mois** après l'achèvement des travaux de plantation (**après la réception provisoire**) selon la fréquence et les doses imposées par les conditions climatiques.

La qualité de l'eau doit être conforme aux règlements et normes en vigueur pour l'usage prévu.

Arrosage pendant **la période de garantie de 12 mois** :

L'eau d'arrosage sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

Il est précisé à l'Entrepreneur qu'il aura à sa charge l'arrosage des plantations à partir du réseau d'arrosage qui sera réalisé en même temps que les plantations.

Toutefois l'Entrepreneur s'équipera du matériel d'arrosage nécessaire (tuyaux, asperseurs, etc.).

Entretien pour **la période de garantie de 12 mois** :

Après être plantés, les végétaux doivent faire l'objet de soins cultureux particuliers.

L'entretien est basé aussi sur des apports d'eau, de fertilisants et les traitements phytosanitaires pour assurer le meilleur développement des plants.

Il se pourrait qu'il y ait des végétaux n'ayant pas repris et qui sont considérés comme manquants. A cet effet, leur substitution doit être faite dans les plus brefs délais dans le cadre de la garantie et à la charge de l'entreprise.

Les travaux d'entretien (**qui sont compris dans les prix unitaires**) comprennent :

- Bêchage du pied des arbres, suivant un diamètre de 1 m environ et 15 cm de profondeur en évitant de blesser le collet et les racines de l'arbre,
- Binages aussi fréquents que nécessaire autour des arbustes et plants pour maintenir la terre ameublie,
- Taille de haies pour obtenir la forme désirée,
- Elagage des arbres : enlèvement du bois mort et des branches brisées,
- Pulvérisation nécessaire pour garantir les plantations des attaques des insectes et des maladies,
- Redressement des arbres inclinés par le tassement des terres ou du vent,
- Remplacement des plantes mortes,
- Remplacement des tuteurs cassés,
- Arrosage nécessaire et régulier réparti selon les besoins de la végétation sur place,
- Nettoyage du terrain avec l'enlèvement de tous les déchets de coupe et les feuilles mortes en prenant toutes les précautions nécessaires à une parfaite réception.

Cette liste de travaux n'est pas limitative, l'entrepreneur devant accomplir tous les travaux nécessaires pour assurer la réussite de ses plantations jusqu'à la réception définitive.

Les végétaux défectueux avant la fin du délai de garantie seront remplacés et il sera donné pour ceux-ci un nouveau délai de garantie équivalent au premier.

CHAPITRE III – DEVIS DESCRIPTIF DES OUVRAGES

I- PREPARATION DU SOL

PRIX N° 1 : Retournement du sol sur 20cm

Ce prix rémunère au mètre carré les travaux de nettoyage du site et des zones à planter, le retournement du sol sur une profondeur de 20 cm, l'évacuation des terres et pierres non réutilisables, la mise à niveau du sol selon les côtes qui seront désignées lors des travaux par rapport aux cheminements piétons et toutes ouvrage du programme en question.

Prix payé au mètre carré.....

Prix N° 2 : Fourniture et pose de terre végétale

Ce prix rémunère au mètre cube, la fourniture et l'épandage, de terre végétale à caractère sableuse argileuse homogène et saine de tout corps étranger, sur tous les espaces à planter : gazon, arbres, arbustes et palmiers.

Prix payé au mètre cube.....

PRIX N° 3 : Fourniture et mise en œuvre de fumier organique

Ce prix rémunère au mètre cube l'apport et l'épandage de fumier organique d'origine ovine bien décomposé, homogène et sain de tout corps étranger.

Prix payé au mètre cube.....

Prix N° 4 : Fourniture et épandage de bio-sol

Ce prix rémunère, au sac de 50 kg, l'apport et l'épandage de biofertil industriel dont présentation et échantillon pour acceptation architecte

Prix payé au Sac

Prix N°5 : Ouverture de fosse de plantation (1mx1mx1m)

Ce prix rémunère à l'unité l'ouverture, selon les règles de l'art, de trous de plantation pour arbres et palmiers de 1.00 mètre de largeur sur 1.00 mètre de longueur et 1.00 mètre de profondeur quel que soit la nature du sol ou de la roche.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 6 : Fourniture et pose substrat pour jardin sur dalle

Ce prix rémunère, au mètre cube la pose et la fourniture du substrat pour jardin sur dalle de substrat composé d'un mélange de 40% terre végétale, 40%terreaux 20%tourbe dont présentation et échantillon pour acceptation architecte.

Prix payé au mètre cube.....

Prix N° 7 : Fourniture et pose de Galet d'oued taille PDT

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et pose de galet décoratif taille (pomme de terre), dont la couleur et origine seront aux choix du M.O et architecte paysagiste.

Prix payé au mètre carré

Prix N° 8 : Fourniture et pose de gravier blanc décoratif

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose de gravier blanc décoratif de Ø 10 à 15 mm, en couche d'épaisseur 5 cm sur un film anti-contaminant de type bidim ou similaire, Perméable à l'eau, dans les règles de l'art y compris toutes les sujétions. La couche des graviers sera suffisamment épaisse à cacher tout le feutre anti-contaminant sur la terre végétale. Le prix comprend l'échantillonnage et la mise en œuvre dans les règles de l'art.

Prix payé au mètre carré

Prix N° 9 : Fourniture et pose du géotextile

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose de géotextile anti contaminant pour jardin sur dalle, dont la pose doit être faite selon les règles de l'art.

Prix payé au mètre carré

Prix N° 10 : Bordure P1 pour jardinière

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture pose des bordures universelles type P1.

Hauteur : 8 cm ; Longueur : 100 cm ; Largeur: 20 cm

Prix payé au mètre linéaire au prix.....

Prix N° 11 : Dalle en béton 0,5x1, 00x0,12

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et la pose de dalle dosé 300kg et de treillis soudés, de dimension 0.5X1.00 épaisseur 0.12m. Le prix comprend l'échantillonnage et la mise en œuvre dans les règles de l'art.

Prix payé au mètre linéaire au prix.....

Prix N° 12 : Pas japonais (pierre d'ourika)

Ce pris rémunère la fourniture et la pose de pierre plate type OURIKA carré diamètre 0.5X0.5 épaisseur 3cm

Prix payé au mètre linéaire

II - RESEAU D'ARROSAGE

Prix N°13 : Tranchée en déblais

Ce prix rémunère en mètre linéaire, l'ouverture de tranchée en déblais 0.40 m de largeur x 0.60 m de profondeur pour la pose des tuyaux d'arrosage, y compris l'évacuation de la terre excédante, la pose d'un lit de sables de 5cm d'épaisseur et filet avertisseur .

Prix payé au mètre linéaire.....

Prix N°14 : PEHD Ø63 mm PN16

Ce prix rémunère en mètre linéaire, la fourniture et pose de conduite en polyéthylène haute densité Ø63mm PN16. Les assemblages seront du type démontable soit par raccords union 3 pièces ou collets à coller et brides. Les dérivation ou changements de direction seront effectués par bague d'étanchéité.

Ouvrage payé au mètre linéaire fourni, posé y compris, raccords, collier de prise en charge, butées, terrassement en terrain toutes natures et toutes profondeurs, brides, vannes et toutes fournitures et sujétions.

Prix payé au mètre linéaire.....

PRIX N° 15 : Bouche d'arrosage

Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la pose des bouches d'arrosages en clapets vannes verrouillage avec couvercle, scellés sur socle de 0.3x0.3x0.4 m, y /m raccord, branchement aux réseaux et toutes sujétions de mise en œuvre, de fonctionnement, exécuté conformément aux règles de l'art.

Prix payé à l'unité.....

PRIX N° 16 : Goutte à goutte PE 13/16mm

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose de tuyaux goutte à goutte PE, diamètre13/ 16mm, équipés de goutteurs réglables, y/c raccord, filtre, vannes, branchement aux réseaux et toutes sujétions de mise en œuvre, de fonctionnement, exécuté conformément aux règles de l'art.

Prix payé au mètre linéaire.....

Prix N°17 : Equipement de puits

Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et pose de pompe électrique tri phasique, 7CV, H120 L, de 10 à 14 m3/ heure de débit, y compris branchement, positionnement au fond de puits et raccord électrique entre puits et local technique en câble 4x36 sur une longueur de 200 ml, hydraulique en PEHD 63mm en longueur de 200ml et toutes sujétions de mise en œuvre, de fonctionnement, exécuté conformément aux règles de l'art.

Prix payé à l'unité.....

III - FOURNITURE ET PLANTATIONS

PALMIER

Prix N° 18 : PHOENIX CANARIENSIS 1m de stipe.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PHOENIX CANARIENSIS de 1 m de stipe, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 19 : WASHINGTONIA ROBUSTA de 3m de stipe

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de WASHINGTONIA ROBUSTA de 3m de stipe, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur ou en motte entière.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 20 : KENTIA HOWEA 0.7m de stipe

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de KENTIA HOWEA de 0.7m de stipe, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur ou en motte entière.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 21 : COCOS PLUMOSA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de COCOS PLUMOSA de 4m de stipe, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur ou en motte entière.

Prix payé à l'unité.....

ARBRES

Prix N° 22 : JACARANDA MIMOSIFOLIA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de JACARANDA MIMOSIFOLIA de 4 mètres de hauteur et 25/27 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 23 : POPULUS NIGRA ITALICA de 3 m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de POPULUS NIGRA ITALICA de 3 mètres de hauteur et 27/30 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 24 : BAUHINIA FORFICATA de 3m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de BAUHINIA FORFICATA de 3 mètres de hauteur et 17 cm à 19 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N°25 : CALLISTEMON VIMINALIS 3 m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de CALLISTEMON VIMINALIS de 3 mètres de hauteur 15-17 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 26 : CITHARYXILUM QUADRANGULARIS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de CITHARYXILUM QUADRANGULARIS de 4 mètres de hauteur 21/23 cm de circonférence de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N°27 : CUPRESSUS SIMPERVIRENS STRICTA 3m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de CUPRESSUS SIMPERVIRENS STRICTA de 3 mètres de hauteur et 15 cm à 17 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 28 : MELIA AZEDARACH

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de MELIA AZEDARACH de 4 mètres de hauteur, 25/27 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N°29 : FICUS RETUSA 3m de stipe

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de FICUS RETUSA de 3 mètres de hauteur 25/27 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 30 : BRACHYCHITON ACERIFOLIA de 4m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de BRACHYCHITON ACERIFOLIA de 4 mètres de hauteur et 27/30 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 31 : PRUNUS CERASIFERA de 4m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PRUNUS CERASIFERA de 4 mètres de hauteur et 27/30 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 32 : CITRUS AURANTIUM

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de CITRUS AURANTIUM de 3 mètres de hauteur 21/23 cm de circonférence, de bon état végétatif et bien dressé, livré dans un conteneur. Les sujets transplantés seront refusés

Prix payé à l'unité.....

Prix N°33 : BAMBOU géant 2à3 m de tiges

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de BAMBOU géant 2à3 tige en bon état végétatif, livré dans un conteneur (pour éviter le choc de plantation).

Prix payé à l'unité.....

ARBUSTES

Prix N° 34 : ARCTOTIS 1m de stipe

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'ARCTOTIS de 1 m de stipe, de bon état végétatif et bien dressé, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 35 : EURIOPS PECTINATUS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'EURIOPS PECTINATUS de 0.3 m de haut de bon état végétatif et bien dressé, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 36 : PENNISSETUM VILLOSUM 0.3m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PENNISSETUM VILLOSUM de 0.3mètre de hauteur en touffe, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 37 : VIVACES

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation selon les règles de l'art, des vivaces au choix de paysagiste, livré en sachet de bon qualité.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 38 : JUSTICIA ADHATODA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de JUSTICIA ADHATODA de 1 mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 39 : RUSSELIA EQUISETIFORMIS 0.5m de haut

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de RUSSELIA EQUISETIFORMIS de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 40 : PITTOSPORUM TOBIRA NAIN ramifié 0.5m de haut

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PITTOSPORUM TOBIRA NAIN de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 41 : LANTANA CAMARA

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de LANTANA CAMARA de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 42 : NERIU OLEANDER

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de NERIU OLEANDER de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 43 : Impatience hybride

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'Impatience hybride de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 44 : PHILODENDRON XANADU

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PHILODENDRON XANADU de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 45 : PHILODENDRON SELLUM

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PHILODENDRON SELLUM de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 46 : PILEA CADIEREI

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PILEA CADIEREI de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 47 : FOUGERE ROYALE

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de FOUGERE ROYALE de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 48 : OPHIOPOGON

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'OPHIOPOGON de 0.5mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 49 : PERVENCHE

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PERVENCHE de 0.3mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 50 : BOUGAINVILLEE GLABRA

Ce prix rémunère la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de BOUGAINVILLEE GLABRA de 1 mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 51 : AGAPANTHE+CLIVIA MARGINATA.

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'AGAPANTHE+CLIVIA MARGINATA. de 0.5 mètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 52 : ACANTHUS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'ACANTHUS de 0.3mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 53 : FUSAIN JAUNE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de FUSAIN JAUNE de 0.3 mètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 54 : SCHEFFLERA ARBORICOLA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de SCHEFFLERA ARBORICOLA de 0.5 mètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 55 : DRACAENA DEREMENSIS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de DRACAENA DEREMENSIS de 1 mètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 56 : AGAVE AMERICANA

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, d'AGAVE AMERICANA de 0.3 mètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 57 : ECHINOCACTUS GRUSONII

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art d'ECHINOCACTUS GRUSONII de 0.4 de diamètre de hauteur en bon état végétatif, livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 58 : Pots garnis en plante

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture de pots en terre cuite type SOUDANIA ,60 à70 cm de diamètre, et 1,20 m de hauteur, garnis en arbustes de choix d'architecte : SCHEFFLERA, BAMBOU DEMI NAIN, POLYGALA, YOUKA JOWELL, comprennent le substrat et géotextile en contaminent et la garniture en plante tapissant

Prix payé à l'unité.....

HAIES**Prix N° 59 : PLUMBAGO CAPENSIS 1m de hauteur**

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PLUMBAGO CAPENSIS de 1mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 60 : TECOMARIA CAPENSIS 1m de hauteur

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de TECOMARIA CAPENSIS de 1mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 61 : RUSCUS HYPOGLOSSUM 1m de hauteur

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de RUSCUS HYPOGLOSSUM de mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 62 : FUSAIN PANACHE 0.5m de hauteur

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de FUSAIN PANACHE de 0.5 mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

Prix N° 63 : PODRAENA RICASOLIANA 0.5m de hauteur

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la plantation, selon les règles de l'art, de PODRAENA RICASOLIANA de 0.5 mètre de hauteur, de bon état végétatif. Livré en sachet.

Prix payé à l'unité.....

COUVRE SOL**Prix N°64 : STENOTAPHRUM AMERICANUM**

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la plantation selon les règles de l'art de STENOTAPHRUM AMERICANUM, livré par bouture, à raison de 90 Btr/M² et de bon état végétatif, conformément au CPT.

Prix payé mètre carré.....

CHAPITRE IV : BORDEREAU DE PRIX DETAIL ESTIMATIF

BORDEREAU DE PRIX DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignations	Uté	Qté	Prix unit	Montant
I : Préparation du sol					
1	Retournement du sol sur 20cm le mètre carré.....	M²	10 000		
2	Fourniture et pose de terre végétale le mètre cube.....	M³	2 000		
3	Fourniture et mise en œuvre de fumier organique le mètre cube.....	M³	300		
4	Fourniture et épandage de bio-sol Le sac de 50 Kilogramme.....	sac	150		
5	Ouverture de fosse de plantation (1mx1mx1m) Unité.....	U	426		
6	Fourniture et pose substrat pour jardin sur dalle le mètre cube.....	M³	1 000		
7	Fourniture et pose de Galet d'oued taille PDT le mètre carré.....	M²	600		
8	Fourniture et pose de Gravier blanc décoratif le mètre carré.....	M²	600		
9	Fourniture et pose géotextile le mètre carré.....	M²	3 500		
10	Bordure P1 pour jardinière Le mètre linéaire.....	Ml	500		
11	Dalle en béton 0,5x1,00x0,12 Le mètre linéaire.....	Ml	150		
12	Pas japonais (pierre d'ourika) Le mètre linéaire.....	Ml	20		
II : Réseaux Arrosage					
13	Tranchée en déblais Le Mètre linéaire.....	Ml	800		
14	PEHD Ø63 mm PN16 Le mètre linéaire.....	Ml	800		
15	Bouche d'arrosage Unité.....	U	40		
16	Goute à goutte PE13/16mm Le mètre linéaire.....	Ml	600		
17	Equipement de puits Unité.....	U	1		
III: Fourniture et plantations					
	PALMIERS				
18	PHOENIX CANARIENSIS 1m stipe l'unité.....	U	30		
19	WASHINGTONIA ROBUSTA 3m de stipe l'unité.....	U	55		
20	KENTIA HOWEA.				

	l'unité.....	U	20		
21	COCOS PLUMOSA 4m de stipe l'unité.....	U	80		
	ARBRES				
22	JACARANDA MIMOSIFOLIA Unité.....	U	9		
23	POPULUS NIGRA ITALICA 3 m L'unité.....	U	8		
24	BAUHINIA FORFICATA de 3m de haut L'unité.....	U	10		
25	CALLISTEMON VIMINALLIS 3m L'unité	U	6		
26	Citharexylum quadrangularis L'unité	U	8		
27	CUPRESSUS SIMPERVIRENS L'unité	U	8		
28	MELIA AZEDARACH 4m de haut. l'unité.....	U	12		
29	FICUS RETUSA 3m de haut. l'unité.....	U	11		
30	BRACHYCHITON ACERIFOLIA de 3 m de haut L'unité.....	U	8		
31	PRUNUS CERASIFERA l'unité.....	U	5		
32	CITRUS AURANTIUM 3m L'unité.....	U	6		
33	BAMBOU GEANT L'unité.....	U	150		
	ARBUSTES				
34	ARCTOTIS L'unité.....	U	250		
35	EURIPOS PECTINATUS l'unité.....	U	400		
36	PENNISETUM VILLOSUM L'unité.....	U	300		
37	VIVACES. L'unité.....	U	500		
38	JUSTICIA ADHATODA Unité.....	U	500		
39	RUSSELIA EQUISETIFORMIS Unité.....	U	200		
40	PITTOSPORUM TOBIRA NAIN Unité.....	U	500		
41	LANTANA CAMARA Unité.....	U	600		
42	NERIUM OLEANDER l'unité.....	U	400		

43	IMPATIENCE HYBRIDE l'unité.....	U	1 000		
44	PHILODENDRON XANADU l'unité.....	U	450		
45	PHILODENDRON SELLEUM l'unité.....	U	1 200		
46	PILEA CADIEREI l'unité.....	U	1 200		
47	FOUGERE ROYALE l'unité.....	U	1 200		
48	OPHIPOGAN l'unité.....	U	1 000		
49	PERVENCHE l'unité.....	U	600		
50	BOUGAINVILLEE GLABRA l'unité.....	U	300		
51	AGAPANTHE+CLIVIA MARGINATA. l'unité.....	U	700		
52	ACANTHUS l'unité.....	U	300		
53	FUSAIN JAUNE l'unité.....	U	150		
54	SCHEFFLERA ARBORICOLA l'unité.....	U	120		
55	DRACAENA DEREMENSIS l'unité.....	U	41		
56	AGAVE AMERICANA Unité.....	U	39		
57	ECHINOCACTUS GRUSONII Unité.....	U	30		
58	POTS GARNIS EN PLANTE l'unité.....	U	40		
	HAIES				
59	PLUMBAGO CAPENSIS Unité.....	U	2 000		
60	TECOMARIA CAPENSIS L'unité.....	U	1 800		
61	RUSCUS HYPOGLOSSUM l'unité.....	U	2 500		
62	FUSAIN PANACHE DE 0.5 M DE HAUT l'unité.....	U	1 500		
63	PODRANEA RICASOLIANA l'unité.....	U	1 700		
	COUVRE SOL				
64	STENOTAPHRUM AMERICANUM 90bt/m² Le mètre carré.....	M²	5 000		
	TOTAL TRAVAUX HT				
	TVA 20%				
	TOTAL TTC				

APPEL D'OFFRES N° 06/CSEFRS/2015
PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

LOT N° 7 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS ET JARDINS DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

<p align="center"><u>ARCHITECTE</u></p> <p align="center">  EL BACHIR BIAD Architecte DENA Av. Zaytoune, Imm. 7, Hayat, Rabat Tél : 0637 57 10 21 / Fax : 0637 57 10 20 GSM : 0667 57 48 07 Email : biadbachir@gmail.com </p>	<p align="center"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p align="center">   </p> <p align="center">HAIDOURI Abdelillah</p>
	<p align="center"><u>LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR</u></p>
<p align="center"><u>VU ET APPROUVE PAR</u></p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;">  <div> <p align="center">  Ahmed RAHMOUNI Chef de la Division des Finances et de la Comptabilité </p> </div> </div>	